

des États-Unis et l'une des choses qui doit le frapper—et qui me frappe beaucoup moi-même—est que le premier ministre (M. Trudeau) a essayé d'imputer l'inflation aux syndicats canadiens. Le ministre sait parfaitement que seulement 35 p. 100 de la population active canadienne est syndiquée.

• (3.20 p.m.)

Je suis certain qu'il sait que l'inflation a été causée par le prix élevé des biens et services, les honoraires de médecins et d'avocats, et par les taux d'intérêt, sur lesquels le gouvernement n'a aucune emprise. Et pourtant, le gouvernement s'en prend aux syndicats, et exige qu'ils se conforment à ses directives. Je suis persuadé que si le ministre était chef d'un syndicat aujourd'hui, il refuserait la norme de 6 p. 100 imposée par le gouvernement, pour la simple raison que les syndiqués ne doivent pas être les seuls à faire les frais de l'inflation. Ensuite, le premier ministre (M. Trudeau) a dit aux travailleurs de l'automobile qu'ils étaient en train de fourrer le peuple canadien, ce qui est aussi vulgaire que faux.

Le second point à faire valoir a trait non seulement à la politique globale du gouvernement en matière d'inflation mais encore à sa politique selon laquelle il verse trop d'aide à des sociétés étrangères. Accorder des subventions et des cadeaux à des entreprises étrangères c'est renoncer à édifier pour le Canada des structures économiques qui soient solides et autonomes. Si le ministre appuie le continentalisme que prônent la plupart de ses collègues, il aliénera les libertés politiques, économiques, culturelles et linguistiques de la population du Québec et plongera la nation québécoise dans l'anonymat. J'aimerais demander au ministre si l'équivalent existe en faveur des entreprises canadiennes exploitées aux États-Unis et selon lequel les États-Unis leur accorderaient de l'aide de la même façon que le ministre veut le faire dans le cas des sociétés étrangères exploitées au Canada. Il sait très bien, comme moi, qu'il n'en est rien du tout. Il sait aussi bien que moi qu'en ce moment nos amis américains essaient d'élever des barrières contre l'importation de biens chez eux. Fournir aux sociétés étrangères des cadeaux comme le préconise le ministre dans son discours et dire que c'est en réalité pour créer de l'emploi, n'est rien d'autre qu'une politique de myope.

Le ministre est au Parlement depuis l'époque où M. Gordon préconisait l'indépendance économique. Il est ici depuis le dépôt du rapport Watkins. Il attend maintenant avec impatience le rapport du ministre du Revenu national (M. Gray) sur la mainmise étrangère. Il sait pourtant fort bien que tout rapport présenté par le ministre du Revenu national sera indulgent envers cette mainmise étrangère au Canada. J'aurais cru que le ministre se serait inspiré de l'exemple de pays comme le Japon et la Suède qui exercent un contrôle direct sur les capitaux étrangers.

Une troisième raison pour laquelle le ministre n'a pas connu de succès dans son ministère, c'est qu'il a trop compté sur le secteur privé. Il me semble que les entreprises tiennent le gouvernement par la gorge, tout simplement parce qu'elles financent les campagnes électorales. Je me souviens que le ministre a déclaré qu'il devait établir les sources de financement de son parti et que lorsqu'il le saurait, il agirait. J'ignore s'il a découvert

d'où l'argent provenait, mais je puis lui dire qu'il vient des sociétés qui contrôlent directement le parti au pouvoir. Par conséquent, le ministre, comme beaucoup de ses collègues, n'est qu'une marionnette dont les sociétés tirent les ficelles. Le ministre est aussi prisonnier de ses propres fonctionnaires, dont l'objectif principal est de ne point bouleverser l'équilibre économique. C'est comme si l'on demandait au ministre de traverser le Saint-Laurent à la nage, les mains liées derrière le dos.

Le ministre sait ce qui s'est produit dans ma circonscription à propos de la Dunlop Corporation. Il a bien vu combien il est futile parfois de compter sur l'entreprise privée, surtout quand celle-ci est en majorité d'appartenance étrangère, pour régler les problèmes du chômage au Canada. Dans le cas de la Dunlop, il n'ignore pas que la compagnie, non pas sa division canadienne, mais sa division britannique, a vite décidé de fermer son usine de Toronto, mettant ainsi à pied 600 hommes dont un grand nombre avaient de longues années de service. Il n'ignore pas non plus que, même si elle a cessé son activité à Toronto, la Dunlop continue de fonctionner dans un autre pays où la main-d'œuvre et le matériel coûtent beaucoup moins cher qu'au Canada. Cependant, il continue de manifester une fois quasi aveugle dans l'entreprise privée.

Le bill renferme deux propositions principales, l'une visant les subventions et l'autre, des mesures d'incitation à court terme, mais la leçon à retenir de tout cela, monsieur l'Orateur, c'est que l'entreprise privée a échoué lorsqu'il s'est agi de créer ou de maintenir le plein emploi au Canada. J'aurais cru que le ministre serait allé plus loin dans l'application de principes socialistes fondamentaux de planification économique d'ensemble et qu'à l'intérieur d'un tel cadre, il aurait tracé une ligne de conduite susceptible de mener aux résultats envisagés.

Monsieur l'Orateur, le ministre a parfaitement raison de me demander, «John, quelle solution proposes-tu au problème?» Je vais tâcher de dégager brièvement l'approche qui, à mon avis, s'impose au problème du chômage au Canada. En premier lieu, monsieur l'Orateur, je n'inclurais pas, comme le ministre l'a fait, presque tout le Canada dans les régions désignées. Je préférerais faire davantage dans des régions particulières où les stimulants placeraient l'industrie dans une excellente situation d'exportation et lui permettraient de fixer des prix raisonnables pour le marché intérieur. Le ministre tient beaucoup à disséminer à travers tout le Canada les crédits dont il dispose. A mon avis, c'est une erreur. Il est très sensible au reproche qu'on lui fait de favoriser le Québec, mais il a démontré que le Québec ne bénéficiait d'aucun favoritisme. Le ministre devrait savoir que de graves problèmes économiques et sociaux se posent au Québec. S'il estime que les crédits dont il dispose devraient être affectés à la solution de ces problèmes, il ne devrait pas se mettre martel en tête lorsqu'on l'accuse de favoritisme. Le Québec connaît un taux de chômage effrayant et il est assailli par de terribles problèmes sociaux. J'espère que le ministre aura la hardiesse et le courage d'aborder ces problèmes de front.

Je voudrais encore dire ceci, monsieur l'Orateur: je n'aimerais pas que le ministre autorise des sociétés à s'installer dans de petites villes, à y payer chichement leurs employés et à ne pas encourager les activités syndicales. On devrait veiller avec soin que les sociétés sollici-